

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Gâchis

Député RPR, M. Hannoun a publié un rapport sur la racisme et les discriminations en France qui conclut à la triple nécessité de développer l'enseignement des droits de l'homme, de renforcer la législation anti-raciste et de relever le défi de l'intégration. Très concrètes et rapidement réalisables, les 53 propositions de M. Hannoun donnaient au gouvernement l'occasion, saisie au vol par Philippe Seguin, de faire évoluer sur un point essentiel une politique très com-plaisante à l'égard des thèses xénophobes.

Le RPR ne semble pas conscient de cette chance puisque son porte-parole a très vivement critiqué le caractère inadapté et dangereux du rapport de son député. MM. Chirac et Toubon auront à trancher cette contradiction interne qui vient confirmer, si besoin était, de tristes penchants. Entre les exigences de la justice et la tactique électorale, le RPR adopte, d'instinct, une attitude démagogique qui gâche ses meilleurs projets. Dommage pour le RPR, et surtout pour le pays.

France

Tradition et révolution



Intégration

**Les beurs
aux urnes**

(p.2)

Sommet

**Gorbatchev
dévoilé**

(p.4)

M 2242 - 483 - 11,00 F



3792242011001 04830

Pour les droits civiques

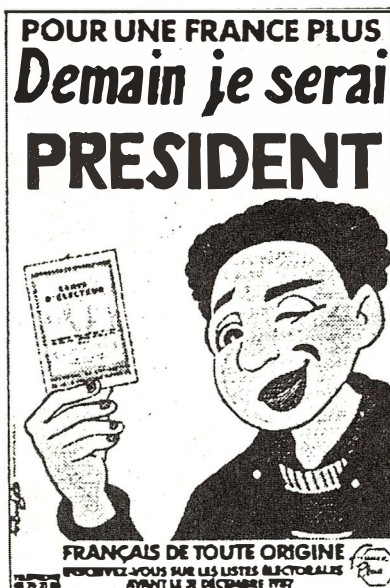
Aux discours bien-pensants, aux coups d'éclat, France Plus préfère l'action en profondeur et le débat sur le terrain, dont procèdent des attitudes et des réflexions très en avance sur les habituelles polémiques autour de l'immigration.

Tirant les premières leçons du voyage qui a conduit les «ambassadeurs des droits civiques» d'un bout à l'autre du pays, les animateurs de France Plus ont mis en évidence des faits et des évolutions dont il est urgent de prendre conscience:

- Alors que le débat politique est encore orienté par les mauvaises questions posées par Le Pen (y a-t-il trop d'immigrés ?) ou par des questions d'école (faut-il ou non admettre le droit à la différence ?), France Plus constate que le débat autour de la première génération immigrée est maintenant terminé. Le défi actuel est celui de la deuxième génération, qui est française et qui se demande comment s'intégrer à la société dans laquelle elle est née.

- L'enjeu est bien celui de l'intégration, comme ne cesse de le souligner Arezki Dahmani. Les jeunes issus de l'immigration refusent l'insertion (ce ne sont pas des malades ou des

Parti de Paris le 18 octobre, le «charter» de France Plus a symboliquement atterri au Parlement le 4 décembre pour un premier bilan de sa campagne.



■ Non sans humour, France-Plus mène une vigoureuse campagne d'affiches.

délinquants qu'il faudrait réinsérer dans la société) et ressentent l'assimilation comme une négation de ce qu'ils sont, comme une méthode de «javelisation» collective.

- L'ancienne revendication du droit à la différence est dénuée de pertinence. Comme le dit

Slimane Maacha, «le droit à la différence est inscrit sur mon visage» et, à trop vouloir l'affirmer, «on risque de passer du droit à la différence à la différence des droits», alors qu'il s'agit d'affirmer l'égalité de chacun. D'où l'affirmation de droit à la ressemblance, sans qu'il y ait liquidation de l'héritage originel: chaque citoyen doit pouvoir vivre ses différences d'autant plus facilement qu'il n'y a pas de «modèle français estampillé par le gouvernement», mais des «valeurs républicaines» (celles de la Révolution de 1789, de la laïcité, des droits de l'homme) qui constituent des références communes et le lien entre tous les Français.

- L'intégration ne se fera pas par la violence (même contre les racistes) mais par l'expression démocratique, qui suppose la participation aux élections (d'où la campagne pour l'inscription sur les listes électorales) et, comme le précise Rabah, la participation à la gestion de la cité. C'est en effet lorsque les jeunes issus de l'immigration seront conseillers municipaux, maires,

députés, qu'ils pourront favoriser l'intégration économique et obtenir l'égalité de tous les Français devant la justice.

L'inscription massive sur les listes électorales est le signe, prometteur, de cette exigence démocratique.

B. LA RICHARDAIS

Minitel

Lancé il y a moins de six mois, notre service documentaire sur minitel connaît un succès qui ne ralentit pas. Près de 600 utilisateurs l'ont utilisé pour nous interroger. Plusieurs milliers ont consulté notre documentation. L'aspect convivial et anonyme de ce service, la rapidité avec laquelle nous apportons des réponses aux questions posées, sont sans doute des éléments qui expliquent ce succès.

Jusqu'à maintenant, à l'exception des publicités parues dans «Royaliste», nous n'avons fait aucune promotion particulière pour ce service. Nous allons maintenant passer à une deuxième phase pour le faire connaître à un public extérieur. Pour cela nous venons d'éditer des autocollants publicitaires. Poser des autocollants est un petit travail de propagande facile à réaliser par tout le monde et nous incitons tous nos lecteurs à y participer.

Nos autocollants sont en vente au tarif de 50 F les 100 ex. - 98 F les 300 ex. (prix franco de port).

36,15
code AGIR*NAR

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Pour les droits civiques - p.3: Le syndicat des abstentionnistes - Saine justice - p.4: Le pari de Pasqua - p.5: Gorbatchev à visage découvert - p.6/7: L'idéologie républicaine est-elle morte ? - p.8: Quand l'oeuf devient opaque - Pépin IV - p.9: Glucksmann sort son Descartes - p.10: La conférence de Wannsee - Paris by right - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Individualisme

Le syndicat des abstentionnistes

Analysons rapidement les résultats du côté patronal. Les propos de M. Périgot (président du CNPF): «Lorsqu'on est uni, on gagne... nous partageons les mêmes idées, nous représentons les mêmes intérêts», ne manquaient pas de sel. Il faisait allusion au fait qu'«entreprise plus», qui ne regroupait rien moins que le CNPF, la CGPME et la FNSEA (belle communauté d'intérêts !) a obtenu plus de 92% des voix. Mais il oubliait que les employeurs avec un taux record d'abstention de 65,9%, faisaient encore moins preuve de civisme que les salariés.

Du côté de ces derniers, la CGT, la CFDT et la CFTC se maintiennent globalement. On relèvera toutefois que la centrale sous influence communiste régresse globalement dans deux régions où le P.C., et plus largement la gauche, sont traditionnellement implantés: Limousin et Languedoc-Roussillon. F.O. gagne 2,7 points, probablement grâce à l'image relativement médiatique de M. Bergeron et à un syndicalisme qui se veut réaliste et de bon sens. L'heure n'est pas aux

Le consternant taux d'abstention et - subsidiairement - la chute de la CGC qui ont marqué les élections prud'homales reflètent les problèmes de la société française.



■ Des bureaux de vote quasiment déserts...

innovations. Le fait notable est évidemment le net recul de la CGC qui régresse de 2,22 et perd 12% dans le collège encadrement où elle devrait pourtant figurer en force (!) Cette centrale présentait des candidats dans tous les collèges, ce qui met plus encore en relief

sa déroute. Elle paie son conservatisme et son incapacité à défendre, gouvernement de gauche ou de droite, les intérêts des classes moyennes salariées et à obtenir une participation réelle de l'encadrement au processus de décision dans les entreprises.

Il reste que, là encore, le taux record d'abstention - 56,4% des inscrits - constitue l'élément majeur de ces élections et fait perdre de sa signification aux résultats. La faute en est peut-être due, en partie, à une campagne qui se rapproche de plus en plus de celles qui sont menées pour les consultations politiques, avec des slogans insipides. A un point tel que celui de la Confédération chrétienne («Faites une croix sur l'injustice») pouvait passer pour un modèle d'originalité, d'humour, et de profondeur dans la réflexion. Le recours de plus en plus fréquent à l'affichage publicitaire favorise ce phénomène: quand le syndicalisme se vend comme une lessive, on ne se sent pas obligé de l'acheter.

Mais plus profondément, l'abstention reflète le climat de «sauve qui peut» et de «chacun pour soi» qui marque ces dernières années de difficultés économiques et de chômage. L'individualisme «libéral» laisse des traces. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir.

Pierre CARINI

Saine justice

La droite gouvernementale ne saurait mal faire: la preuve en est administrée par la très indépendante justice de notre pays.

Révisons, en toute hâte, nos conceptions. Il n'y a pas «des affaires» dans lesquelles des hommes de droite et des hommes de gauche seraient impliqués, mais deux catégories antinomiques:

1° Les vraies affaires, qui font apparaître la malhonnêteté intrinsèque de la gauche (affaires Nucci et Luchaire, fausses fac-

tures de Lyon). Bien entendu, chacun attend que la justice aille scrupuleusement jusqu'au fond des choses, inculpe rapidement et condamne sévèrement tous ceux qui doivent l'être.

2° Les fausses affaires, qui n'existeraient même pas si les socialistes ne les avaient pas fabriquées avec la complicité de

la presse. Ainsi, il n'y a pas d'affaire Pasqua puisque la Chambre d'accusation a déclaré irrecevable la plainte déposée par Christian Nucci quant au «vrai-faux» passeport d'Yves Chalié. Comme la femme de César, le ministre de l'Intérieur ne saurait être soupçonné. De même, il n'y a pas d'affaire Chalandon car personne ne peut croire que le garde des Sceaux ait fricoté avec les frères Chaumet.

Ces deux tentatives visant à déstabiliser des ministres intègres auraient dû nous mettre la puce à l'oreille lorsque fut fabriquée l'affaire Michel Droit. Dès l'inculpation du célèbre académicien, il était clair que le

juge Grellier agissait par pure malveillance et pour soigner sa publicité. La Cour de Cassation a donc bien fait de dessaisir le juge d'instruction et de confier le dossier au tribunal de Rennes qui aura la tâche exaltante de faire éclater l'innocence de l'académicien.

En somme, nous assistons à un western. Il y a les Bons et les Méchants. Les juges protègent les Bons et emprisonnent les Méchants. L'ordre règne, Chirac sera élu président et nul ne saurait mettre en doute l'indépendance d'une justice qui sait si bien séparer le bon grain de l'ivraie.

Yves LANDEVENNEC

Otages

Le pari de Pasqua

Pour obtenir un succès définitif dans l'affaire des otages, le gouvernement est prêt à prendre tous les risques, y compris pour lui-même.

La France entière s'est réjouie de la libération de deux otages français et, unanime, elle espère le retour de ceux qui, depuis plus de 1000 jours, restent prisonniers à Beyrouth. Pour l'obtenir, le gouvernement est prêt à tout, qu'il s'agisse d'argent, de la libération de terroristes détenus sur notre territoire, ou, comme on a pu le

sur l'ordre public dans notre pays ? Peu de spécialistes du terrorisme le pensent.

En fait, le mépris du droit d'asile est tellement manifeste que l'honnête Claude Malhuret a constaté que les explications de Charles Pasqua étaient «insuffisantes». Mais les réserves du secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme importent peu au ministre de l'Intérieur. Pour lui,



constater, de marchandages dont les militants iraniens réfugiés en France sont les victimes désignées. Il ne fait pas de doute que l'expulsion de ceux-ci s'est faite dans des conditions inadmissibles. D'une part, les expulsés, qui bénéficiaient à une exception près du statut de réfugié politique, ont été embarqués à destination du Gabon par des procédés dont la violence a été établie: coups, menottes, administration de somnifères. D'autre part il est douteux que la procédure d'urgence absolue invoquée par le ministre de l'Intérieur soit justifiée. Les réfugiés iraniens faisaient-ils en effet peser une menace grave

nécessité fait loi, et il n'y a que le résultat qui compte, même si l'image de la France s'en trouve durablement ternie, même si n'importe quel adversaire cynique en déduit qu'il peut faire plier le gouvernement.

Le réalisme de Charles Pasqua peut se révéler payant. Le pari est que la libération des otages ferait immédiatement oublier les marchandages les plus déshonorants. Mais en cas d'échec, le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre qui le couvre seraient doublement impardonnables.

Sylvie FERNOY

Gorba

On a fait beaucoup de bruit autour du sommet de Washington. D'un point de vue global la portée des accords signés n'est pourtant pas si considérable.

Le battage médiatique alimenté par les laudateurs du premier soviétique, comme l'importance des enjeux après la conclusion de l'accord F.N.I. annonçaient l'imprévu. Les inquiétudes voire les angoisses que l'on pouvait nourrir nous venaient de l'imprévisibilité de Reagan, constatée récemment tant à Genève qu'à Reykjavik. Un porte-parole soviétique murmurait qu'il y aurait des «surprises». Les négociateurs venus de Moscou nous avaient habitués à des percées spectaculaires. Gorbatchev avait amené avec lui le chef d'état-major des armées comme à Reykjavik. Il comptait bien réussir ce qui n'avait échoué qu'à la dernière minute un an plus tôt.

Or ici Reagan s'est révélé assez fin psychologue. Ne cherchant plus à rivaliser devant les médias, mais laissant Gorbatchev caracoler seul, il l'a amené à mieux se dévoiler. Ainsi s'est dissipée une partie du halo mythique qui entoure le Premier soviétique.

GORBY REPART COMME IL EST VENU

Le point de vue américain est qu'il convient de voir comment fonctionneront les procédures de vérification du premier accord avant de passer à un second. Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer l'importance de l'accord sur les F.N.I. qui ne porte que sur les missiles. Qu'est-ce que les Russes vont faire des ogives nucléaires trois fois plus nombreuses que celles des Américains ? Passeront-elles l'Oural ? Enfin quel 50%

choisir ? Il n'y a pas d'équivalence entre les divers systèmes d'armes qui composent les arsenaux stratégiques. On n'en est qu'au hors-d'œuvre du désarmement nucléaire. L'accord F.N.I. ne diminue pas le nucléaire dans le monde. Il le diminue en Europe pour le renforcer ailleurs. Où et comment ? C'est ce que les Etats-Unis veulent voir avant d'aller plus loin.

Si des Américains veillaient au grain, en pensant notamment à la ratification par le Sénat qui commandait la prudence, des Russes avaient aussi, de leur côté, balisé la marge de manœuvre de leur premier secrétaire. On sait l'opposition que celui-ci a rencontrée durant l'été, la résistance aux réformes n'est pas sans lien avec le débat sur le désarmement. Il ne s'agit pas seulement de réaliser des économies sur les dépenses militaires pour favoriser un meilleur développement de l'économie.

MIEUX COMPRENDRE LES DIRIGEANTS SOVIETIQUES

Le retrait des Pershing recueille un consensus car ils menacent directement le sol russe. Au-delà, l'idée de concessions sur les forces conventionnelles passe beaucoup moins aisément car on touche déjà à une des bases du système. Prenons l'Afghanistan: Gorbatchev serait le premier à vouloir se désengager surtout s'il reçoit des concessions américaines en contrepartie. Mais allez faire comprendre cela à M. Ligatchev, champion de la

Double Zéro

Gorbatchev à visage découvert

la russification dans le Kazakhstan. L'opposition dite conservatrice en URSS a en effet un nom: ce sont des «slavophiles» ! Les slavophiles s'emploient à discréditer leurs adversaires, désignés comme «pro-occidentaux». Plus les Occidentaux encensent Gorby, plus ils le perdent aux yeux des Ligatchev et consorts. Ce qui ne doit pas nous amener à tirer la conclusion que les amis de Gorbatchev sont réellement pro-occidentaux.

Le voyage de Gorbatchev aura permis de mieux observer un des hommes que la grande presse tient parfois pour occidentalisés. Ainsi le plus proche collaborateur de Gorbatchev dans les trois derniers sommets: Yakovlev, ex-ambassadeur au Canada, ex-premier boursier soviétique à l'université de Columbia. L'analyse de ses propos montre qu'il n'en est pas «américanisé» pour autant. Au-delà des discours de commande et d'une prudence

facilement explicable, la sincérité du rejet de tout système libéral par cet homme important, secrétaire du Comité central pour la Propagande et la Culture, a été nettement ressentie par tous les observateurs.

Quant à Gorbatchev lui-même, la presse anglo-saxonne semble l'avoir mieux observé et écouté. Presque tous comprennent désormais que s'il s'emploie à agir sur les opinions occidentales pour arriver à ses fins dans la modernisation et

l'économie et de la défense soviétique, ce communiste n'a rien d'un «libéral». Il est assez clair que Gorbatchev veut importer les technologies, mais rien du modèle. Il serait plutôt l'archétype de «l'homme nouveau» que veulent créer le marxisme et la société léniniste, une sorte d'ingénieur qui recule les limites de la science, athée bien entendu, et auquel le monde doit appartenir.

Yves LA MARCK

Zéro

Divergences

L'accord sur l'élimination des missiles de portée moyenne en Europe suscite des réactions contradictoires dans le monde politique français.

La situation personnelle des intervenants n'est pas indifférente. C'est ainsi que les gloussements de satisfaction de l'heureux Giscard («Il faut appeler un succès, un succès», dans sa lettre mensuelle et sur Europe 1 le 14 décembre) ne s'expliquent que par sa volonté de justifier l'énorme bétise qu'il commit au sommet de la Gualdope en janvier 1979 où il fit promettre à Carter de retirer les Pershing (que les Américains envisageaient alors de déployer en Europe) au cas où les Soviétiques retireraient leurs SS20 (1). Comprendrait-il son erreur passée, que l'orgueil de Giscard l'empêcherait de faire montre de lucidité. Moins voyantes les attitudes réservées, mais un peu ambiguës, du président de la République et celles du Premier

ministre (2) s'expliquent, sinon se justifient, aisément par leur position. Peuvent-ils admettre publiquement, et sur la scène internationale, que ce qui s'est passé à Washington entre Gorbatchev et Reagan a été fait sans leur aval, voire contre les intérêts de l'Europe, sans avouer dangereusement leur impuissance ?

Alors il sera plus intéressant d'écouter les personnalités qui peuvent se permettre de parler parce qu'elles ont les mains plus libres. Et de nécessaires vérités ont été dites par les ténors de la droite.

Que les Soviétiques n'auront à démanteler que des armes bientôt obsolètes, tandis que les Américains vont se priver d'armes ultra-modernes, Alain Peyrefitte l'a bien expliqué dans «Le Figaro».

Que l'Allemagne allait se trouver dans une position de faiblesse accrue devant la pression soviétique, même un Jean d'Ormesson a été capable de le voir dans son éditorial du «Figaro-magazine». Il est vrai qu'il n'a pas pu se priver d'une de ses habituelles pirouettes en affirmant que c'était une chance pour l'Europe. Comme si augmenter la vulnérabilité militaire de la R.F.A. allait pousser dans nos bras les Allemands dont les capitalistes louchent sur les marchés potentiels d'une Europe de l'Est gorbatchévienne, tandis que les politiques ne peuvent s'empêcher de songer à une réunification avec la RDA.

De meilleure facture ont été les fortes réserves d'un Raymond Barre (cf. «Quotidien de Paris» du 16 décembre) sur cet accord qui laisse l'Europe seule et désarmée. La rivalité mimétique entre Barre et son ancien patron Giscard serait donc bonne conseillère pour le premier !

Les motivations de Léotard sont peut-être du même ordre, pourtant on se prend presque à regretter que ses ambitions d'être ministre de la Défense ait été contrées, après cette remarquable tribune libre dans le «Figaro» du 10 décembre où il affirme: «...cet accord est inutile

et même dangereux (...) En apparence, en effet, Américains et Soviétiques s'engagent à retirer ou à détruire simultanément deux catégories d'engins aux performances comparables. Mais là s'arrête la symétrie. Car les missiles américains en cause sont capables d'atteindre le territoire soviétique, tandis que l'inverse n'est pas vrai. (...) ...l'éventualité d'une intervention américaine aux côtés des Européens devient tout à coup moins probable.» Et il ajoute «Comment ne pas penser en outre que la situation créée par cet accord est définitive du côté occidental et toujours provisoire du côté oriental.»

C'est en effet tout le problème, quelles que soient les négociations que l'on entreprenne avec les Soviétiques. Exprimons notre point de vue qui paraîtra peut-être comme une provocation: pour l'unité de l'Europe, pour notre prospérité, il vaudrait mieux que les Américains et les Soviétiques ne s'entendent pas si bien.

Paul CHASSARD

(1) Cf. entretien avec le GI Gallois in «Royaliste» n°481, du 26 nov. 1987.

(2) Au moment où nous remettons cet article à l'imprimerie J. Chirac vient d'affirmer la protection de l'Allemagne de l'Ouest par l'arme nucléaire française. Constatons que pour l'heure les conditions d'une telle protection sont assez loin d'être réunies.

L'idéologie républicaine est-elle morte ?

Royaliste: A quelle époque est apparue l'idéologie républicaine en France ?

Gérard Leclerc: Bien sûr, la République est née de la Révolution française. Mais, comme le constataient aussi bien Jean-François Chiappe que Claude Manceron lors d'un débat récent, les grands acteurs de la Révolution étaient pour la plupart des royalistes et ce n'est qu'au cours des événements que s'est affirmé leur républicanisme. Ainsi, Robespierre était royaliste jusqu'en 1792.

C'est surtout au cours du XIX^{ème} siècle, période d'instabilité des régimes, que s'affirme l'idéologie républicaine. A cet égard, deux auteurs jouent un rôle essentiel: Jules Michelet et Edgar Quinet. Le style de Michelet est fatigant et bien souvent grotesque, mais ici l'intérêt de cet auteur réside dans sa fascination dévorante pour la Révolution. Il s'identifie véritablement à cette Révolution, mais cette identification devient à force douloureuse et il finit par accabler la Révolution de reproches.

Avec Edgar Quinet, on rencontre le même état d'esprit mais les développements sont plus fins. A ce propos, il faudrait demander une explication à Claude Lefort, dont l'analyse fait de Quinet, un théoricien de la démocratie. Cette analyse me paraît devoir être réfutée, en effet cet auteur fait preuve d'un fanatisme forcené et semble bien plutôt devoir être rattaché au courant de pensée totalitaire moderne. Il n'est rien dont il se méfie plus que de la liberté de conscience.

Royaliste: La question religieuse vous semble donc fondamentale ?

Gérard Leclerc: Oui, car le grand reproche que Michelet et

Quinet font à la Révolution, c'est de ne pas être allée jusqu'au bout de la déchristianisation de la France. Aussi, lorsque l'on fait d'Edgar Quinet, le chantre de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, on se trompe car cette théorie suppose pour le moins une pleine reconnaissance de l'autonomie des deux domaines temporel et spirituel. Pour Quinet, l'Etat est investi d'une mission réformatrice au sens religieux. Il pense que la Révolution aurait dû s'engager sur la voie tracée par Luther et le dépasser. On peut lire dans l'oeuvre de Quinet, des pages étonnantes sur la liberté de conscience, que l'on pourrait accorder sans dommage à l'Arabie ou au Japon, mais certainement pas à la France, ce qui est symptomatique d'une étrange mentalité.

Le but de l'Etat républicain est de faire accéder le peuple français à un stade supérieur de l'évolution de l'Esprit, or cette avancée de l'Esprit ne peut s'accomplir que par le biais d'une révolution politique qui l'impose. Quinet pense en effet que l'inertie du peuple est trop forte pour que la liberté initie son propre progrès. Cette pensée est à la base de tous les totalitarismes.

Royaliste: Et Michelet ?

Gérard Leclerc: Lui aussi se montre particulièrement antireligieux. La principale critique qu'il adresse à Robespierre, et qui va jusqu'à la haine, c'est d'avoir empêché la déchristianisation totale de la France. En instituant le culte de l'Etre Suprême, Robespierre a fait avorter ce qu'un historien gauchiste appelait la Révolution culturelle de l'An II, qui avait vu le saccage des églises et la

persécution des prêtres. D'où la rancœur de Michelet à l'égard de Robespierre qui a mis un terme à la laïcisation radicale de la société française. On aurait eu tendance à faire d'autres reproches à Robespierre...

Royaliste: Malgré ce coup d'arrêt, vous pensez que la Révolution était par essence antichrétienne...

Gérard Leclerc: Elle portait cette tendance en son sein, tendance qui sera transmise aux idéologues de la République, au siècle suivant. A partir de là, on peut décrypter un schéma idéologique républicain: un anti-monarchisme d'autant plus virulent qu'il est né au cours des événements révolutionnaires, faisant de la royauté un bouc-émissaire, et un anti-

A la veille des célébrations du bicentenaire de la Révolution, la République semble bien installée. Rien ne paraît la menacer. Pourtant, on peut se demander si cette victoire n'est pas une victoire à la Pyrrhus. La Cinquième République, pour assurer sa stabilité, n'a-t-elle pas sacrifié tout ce qui faisait la particularité de la tradition républicaine française ? C'est de ce thème que nous débattons avec Gérard Leclerc.



■ C'est seulement au cours du X^{ème} républicaine.

olicaïne

christianisme s'affirmant comme un préalable indispensable à tout progrès. La République est donc d'abord négation, négation du roi et négation de la religion.

De là naît ce que l'on appelle au XIX^{ème} siècle la guerre des deux Frances, royalistes et catholiques d'un côté, républicains et laïcs de l'autre. Le «toast d'Alger», le ralliement, fait éclater en apparence cette division, pourtant le même anti-royalisme et le même anticatholicisme animent l'esprit des III^{ème} et IV^{ème} Républiques, se traduisant par une défiance à l'égard de tout Exécutif conséquent et par un laïcisme militant particulièrement dans le domaine de l'école. Ce sont là les deux tendances de ce que l'on peut appeler la tradition

républicaine classique. Or, la Vème République se détache de cette tradition.

Royaliste: La Vème République est vraiment d'une autre nature ?

Gérard Leclerc: Certainement. Tout le monde connaît les nombreux développements sur la restauration de l'élément monarchique au sein de la république, sur le rééquilibrage des institutions au profit de l'Exécutif. Il se manifeste notamment par la limitation du domaine de la Loi, une Loi qui se retrouve solidement encadrée par la Constitution et le règlement, ce qui est inacceptable pour tous ceux qui font du pouvoir législatif la seule expression légitime de la souveraineté nationale.

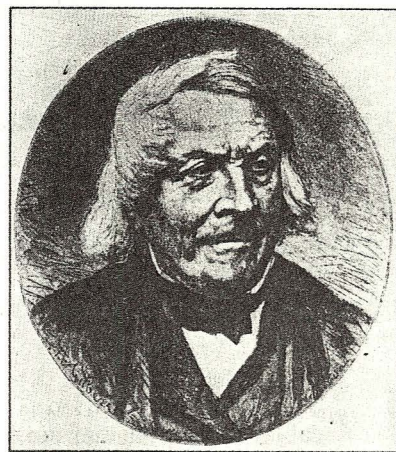
L'attribution au Président de la République d'un domaine réservé n'a pas manqué de susciter chez certains commentateurs la crainte de ce qu'ils appellent une dérive monarchique. En cette matière, le Grand Orient de France, qui peut être considéré comme le dépositaire de la tradition républicaine, n'a pas ménagé ses critiques.

S'agissant de la laïcité, la Vème République a également rompu avec la tradition républicaine. Pour certains, la République s'identifie à l'Ecole laïque. L'école de Jules Ferry est l'école des Lumières, destinée à éveiller la conscience du peuple. L'Etat républicain est investi d'une véritable mission en matière d'éducation dont il ne peut se désaisir, à peine de perdre sa raison d'être.

Nicolet, par exemple, définit la République comme une pédagogocratie, exprimant ainsi sa fidélité à un des piliers de l'idéologie républicaine. Or, la



■ *Edgar Quinet (1803-1875) historien, athée militant, député d'extrême-gauche, exilé à Bruxelles il publie en 1865 une « Histoire de la Révolution » qui fit grand bruit.*



■ *Jules Michelet (1798-1874). Son « Histoire de la Révolution française » fut la bible de plusieurs générations de républicains.*

Loi Debré, instituant le contrat entre l'Etat et l'enseignement privé, et les décisions du Conseil Constitutionnel faisant de la liberté de l'enseignement un principe constitutionnel mettent un terme à l'affirmation idéologique du principe du

monopole de l'Etat républicain en matière d'enseignement. On peut dire que depuis 1958, la République ne se sent plus investie d'une mission éducatrice et réformatrice des esprits. L'idéal républicain reflue. La rupture est considérable.

Royaliste: Avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République n'a-t-on pas assisté à un retour en force de l'idéologie républicaine ?

Gérard Leclerc: L'élection en 1981 de François Mitterrand a fait espérer, chez certains, un retour au dogme républicain. Mais, finalement, rien ne s'est fait en ce sens. L'abandon de la tradition républicaine classique, telle qu'elle est définie plus haut, semble consommé, au grand désarroi d'ailleurs d'un bon nombre des supporters de l'actuel Président. La reconnaissance de la liberté de l'enseignement a été confirmée, non sans combat, et le Président de la République n'a renoncé à aucun de ses pouvoirs.

Le gouvernement socialiste n'a pas réinscrit dans les faits les dogmes républicains définis par Michelet et Quinet et mis en oeuvre par les hommes de la III^{ème} République. Les gouvernants de Gauche, eux aussi, semblent avoir fait leur deuil de l'idéologie républicaine.

Royaliste : Il n'y a donc plus de républicains...

Gérard Leclerc : Oh, si... Et la Vème République n'est pas la Monarchie. Cependant, aujourd'hui, lorsque que quelqu'un s'affirme républicain, il faut d'abord lui demander de préciser de quelle République il s'agit.

**propos recueillis
par Patrick Pierran**



X^e siècle que s'affirme l'idéologie

Fiction

Pépin IV

Ecrit en 1956, « Le règne éphémère de Pépin IV », où John Steinbeck imagine la restauration de la monarchie sous la houlette d'un lointain descendant oublié de Charlemagne, est un portrait ironique et croustillant d'une France déchirée par des luttes d'influences, une satire de la politique française sous la Quatrième République à l'époque où d'éphémères gouvernements se constituaient entre des partis éclatés. A l'instar de John Rossant dans la préface du manuscrit qu'il a exhumé, on ne peut s'empêcher d'observer les nombreux points communs entre les échéances politiques d'alors et celles d'aujourd'hui ou de demain... Le génie de la grande satire est qu'elle dépasse sa propre actualité. Il en est ainsi du « règne éphémère de Pépin IV ». La politique française a-t-elle vraiment changé depuis les jours lointains de la Quatrième République ? Le romancier des années 50 ou le journaliste des années 80 n'assiste-t-il pas au spectacle fascinant des éternelles querelles politiques au crépuscule de la Vème République ? Certains ont voulu voir également dans cette « bouffonnerie » une critique sévère du monde politique américain des années 50 ou encore l'identification de Pépin à Steinbeck, « un démocrate du New Deal, avec les vertus de la classe moyenne » selon l'image que Steinbeck donnait de lui-même. Comment ne pas se prendre à rêver devant le récit romanesque de la restauration monarchique qui mit fin aux crises de la IVème République ? Un schéma qui a valu au général de Gaulle - devenu un véritable monarque républicain - d'être porté au pouvoir et qui sert aussi de modèle à tous ceux qui voient en la monarchie un recours démocratique aux luttes partisans.

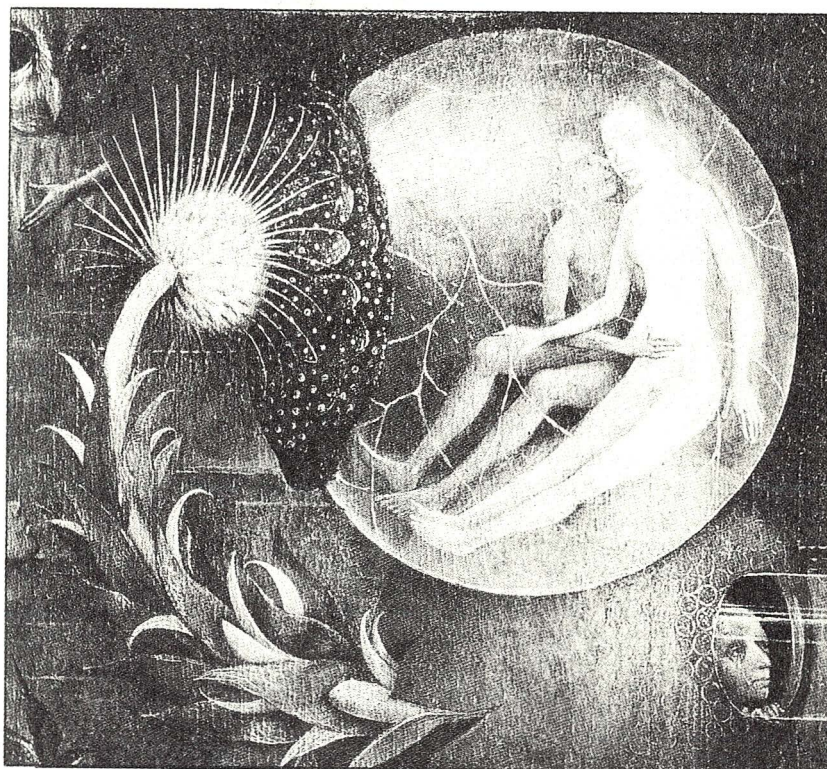
François DELAGE

« Le règne éphémère de Pépin IV », par John Steinbeck - Lieu Commun, 99F franco.

Ethique

Quand l'œuf devient opaque

Après « L'œuf transparent » (1), ouvrage de vulgarisation sur les diverses techniques de procréation « in vitro », Jacques Testart publie son premier roman. Débarrassé de l'obligation d'« écrire froid et carré », dans « Simon l'embaumeur » (2) il peut mieux encore faire part des problèmes éthiques et de la dérégulation que rencontrent bon nombre de chercheurs.



L'intérêt heuristique de cet ouvrage est considérable. Pour exprimer son animadversion pour certains projets de recherche, il relate des inventions aussi ridicules que démonstratives. En effet Simon réalise tour à tour un « paquet-cadœuf » (objets divers noyés dans l'albumen à l'intérieur de véritables coquilles), des croisements canins en vue d'obtenir des chimères « simalines », puis un « bordel-à-chats » pour calmer les femelles en chaleurs. Dépit, Simon se convertira à l'élevage

des escargots. Dans ce roman à clef, un médecin légiste, étrange à souhait, conscience de Simon orientera irrémédiablement la vie de notre « héros ».

Testart nous propose une analyse noire et lucide de la réalité de chercheur. Comme il l'avait déjà décrit « le chercheur impliqué dans une recette d'application immédiate est en prise directe avec la réalité de confort et de désarroi qu'il est en voie de créer ». Cependant Testart va plus loin encore dans sa critique pessimiste et combative. L'auteur est acerbe pour

le scientifique, cet homme pour qui « la technique sert non à satisfaire une demande mais à révéler un besoin qu'on souhaite aussitôt apaiser ». Dans sa folie de maîtriser la nature Simon vaincra « la bête, son angoisse opérera alors une retraite rapide au profit d'un mépris pour l'animal ». Faut-il y déceler l'avenir de la considération du chercheur pour l'homme. Le chercheur n'est encore qu'un marchand d'espoir même s'il ne peut que faire la charité ». Mais qu'en est-il pour demain ?

Testart laisse quand même la porte ouverte à une nouvelle bioéthique. Pour lui « la recherche scientifique n'a d'intérêt indiscutable que comme outil surréaliste, en créant des solutions presque parfaites à des problèmes inventés ». L'auteur, comme Simon, semble vacciné contre les projets sérieux prétendant à un hypothétique bien collectif dont nul n'est capable de mesurer la réalité. Mais il explique aussi la situation actuelle des chercheurs : « aurions-nous pu conserver quelque prestige si nous avions demandé aux gens la nature de la vérité qu'ils souhaitaient nous voir démontrer ? Et privé du prestige de la science, de quelle puissance crédible notre force de démonstration aurait-elle pu se revendiquer ? ».

« Comment pouvoir prétendre aider au bonheur des hommes sans même chercher à connaître leurs aspirations ? » demeure la question sous-jacente à ce remarquable ouvrage.

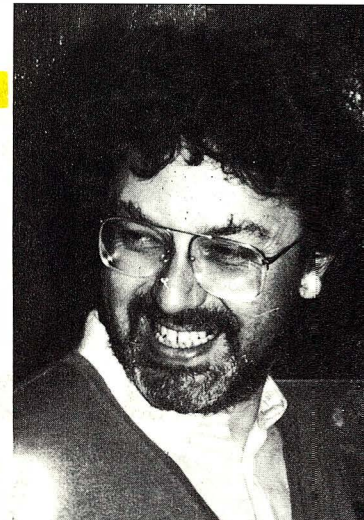
Frank LAFONT.

(1) « L'œuf transparent » - coll. Champs - Flammarion - Prix franco 39 F. Voir la critique de ce livre dans Royaliste n°455

(3) « Simon l'embaumeur ou la solitude du magicien » - Ed. François Bourin - 85 F franco

Glucksmann sort son Descartes

Gérard Leclerc



C'était donc lui. On aurait pu et dû le deviner depuis longtemps. De livre en livre, la théorie s'était perfectionnée, celle d'une résistance au mal, à la barbarie, selon une stratégie qui rendait caduque toute recherche d'un bien absolu ici-bas, mirage-piège dangereux. Dans la lutte au service de la cuisinière contre les mangeurs d'homme et les maîtres penseurs, s'inscrivait en filigrane une figure philosophique à laquelle il fallait bien donner un nom, si toutefois on admettait que Glucksmann n'était pas absolument seul à se débattre dans son maquis intellectuel. Il est d'ailleurs possible qu'elle ne soit pas présentée d'un coup et qu'il ait fallu toute une traversée pour que Descartes s'imposât. Heidegger était probablement plus proche il y a une dizaine d'années qu'aujourd'hui. Mais si Descartes a fini par gagner c'est pour des raisons impératives qui paraissent a posteriori absolument nécessaires.

Descartes, c'est la France, proclame avec panache le titre de Glucksmann. Mais ne serait-ce pas aussi ce qu'on appelle l'Occident, en désignant une aire de civilisation plus abstraite que concrète, parce qu'elle s'identifie beaucoup plus à une région de l'esprit ? On objectera que l'Occident ne se réduit pas à un courant unique de pensée. Glucksmann n'en disconvient pas. Il ne cesse de démarquer son personnage par rapport à d'autres figures possibles. Mais il n'est pas indifférent que l'Occident auquel il se réfère est celui du trouble, du doute et même du cauchemar. Appartenant par définition au camp des politiques, Glucksmann s'intéresse par priorité à une pensée stratégique car accordée au génie scientifique et technique de cet Occident qui est le contraire même d'un génie prométhéen et faustien, pour peu qu'on sache lire.

LE CHOIX DE GLUCKSMANN

Car on a voulu faire de Descartes le penseur de l'arraisonnement universel et orgueilleux de la nature, alors qu'« il prend au contraire d'ironiques distances par un mot échappé au lecteur pressé. *« Nous rendre comme maîtres et possesseurs »*, glisse-t-il. Seulement *« comme »*. Maître des forges, le bourgeois conquérant du XIX^e siècle ne s'affiche pas *« comme »* maître des mines et du rail. Il l'est. Ou pour le moins croit l'être ». Ainsi l'essence de la technique ne recèlerait pas avec l'auteur du *Discours de la Méthode*, les menaces redoutables que certains ont pu croire inscrites dans le destin de l'Occident, précisément parce qu'avec lui la pensée recèle ses propres garde-fous. Mieux encore, elle est doute par définition. *« Entre l'idéalisation dominatrice et la dissuasion déceptive, l'intelligence européenne maintes fois dut choisir »*. Glucksmann a fait son choix.

Et il l'a fait en philosophe, qui nous donne sur le penseur de ses prédilections une étude qui ne semble rien ignorer d'une bibliographie cartésienne en heureuse expansion. Les spécialistes apprécieront le travail fourni et la mise en situation d'une pensée au cœur de notre histoire et de notre présent. Il est sûr que Descartes avec sa méthode constitue un point de passage obligé dans notre modernité et un nœud d'interrogation et de remises en question dont l'Occident, loin d'être débarrassé, continue à réinterpréter, sans désespérer, l'héritage. Glucksmann reprend l'ensemble dans le souci d'un éclairage politique qui permet de saisir l'enjeu d'une méthode de penser.

La bataille de la Montagne blanche a permis au penseur d'apprécier l'effondrement d'un rêve : *« Il a contemplé la tuerie et suivi des yeux le vertige saisissant les intellectuels quand l'illusion se déchiquette et qu'il ne reste des grandes idées que l'amertume de leur évanouissement. Il opte pour le cheminement inverse. Il commence par la déception voulue et organisée, afin d'en éviter la surprise en bout de piste »*. Le voilà mal pensant, avant la lettre philosophe du soupçon, qui dévoilera l'avertissement par l'envers, expérimentateur du nihilisme dont il fera une épreuve spirituelle. Mais son originalité a de la peine à s'affirmer dans une France où Bérulle et Mersenne veulent lutter contre le libertinage, en restaurant le Bien et le Vrai. Dans une Europe déchirée, celle qui émerge des guerres de religion, cette restauration est illusoire. Les Politiques l'ont su : *« Paris vaut bien une messe, le leitmotiv légendaire attribué à Henri IV suspend la question du Bien - comment célébrer l'Etre suprême - et met en avant la question des souverains maux. Paris brûle-t-il ? Les Essais de Montaigne abritent la substantifique moëlle de cette prudence : Je sais bien ce que je fais, mais non pas ce que je cherche »*.

Grande déception, Descartes est le philosophe obligé d'une période qui doit renoncer aux unifications illusoires parce qu'il *« invente un usage méthodique, décapant, éclairant de la démoralisation des préjugés et de la décélération des enthousiasmes précipités »*. Du coup il tranche définitivement avec le grand élan néo-platonicien de la Renaissance et établit la pensée dans le nécessaire désenchantement du monde où l'humanisme ne peut plus qu'être négatif, c'est-à-dire attentif à défier le mal dont la menace est toujours certaine.

QUELQUES OBJECTIONS

Pour André Glucksmann, si la France a une signification comme défi singulier dans l'histoire, c'est à être cartésienne, en refusant Marx, Khomeiny et les autres messies *« qui prétendent réaliser la philosophie par le politique ou suturer les problèmes politiques en imposant la solution définitive d'une quelconque prédication théorique ou religieuse »*. Par chance, il y a cette France cartésienne faite de mécréants *« qui séparent continuellement pour les confronter sans cesse l'actualité qui bouleverse et la pensée qui fait face, la part du malin génie et celle du cogito »*.

J'aurai presque peur de contester ce credo « mécréant » si je donnais le sentiment de refuser une problématique politique fondamentalement juste. Mais le cartésianisme de Glucksmann est trop systématique, presque totalitaire, en un sens particulier, puisqu'il inspire une civilisation, tout un art de vivre et de penser, pour ne pas susciter quelque étonnement. Autant m'intéressent ses éclairages sur une pensée, ses rapprochements, ses mises en perspectives, autant ses raccourcis anathèmes provoquent parfois ma perplexité. Le renvoi du religieux au for interne le dispense un peu trop vite d'une étude un peu poussée des rapports du religieux avec la philosophie et avec la cité. Le judéo-christianisme n'est pas n'importe quel messianisme politique. Peut-être, mon inquiétude est-elle superflue. Mais je voudrais être sûr que dans la cité du moindre mal, la sainteté désirée par Bérulle et l'école française n'est pas tout à fait incongrue.

Gérard LECLERC

André Glucksmann *Descartes, c'est la France*, Flammarion - Prix franco 105 F.

Détails

La conférence de Wannsee

C'est seulement dans quelques salles que l'on peut voir actuellement un film d'une flagrante actualité. Il évoque la « solution finale ».

En janvier 1942, s'est tenue à Wannsee, dans la banlieue de Berlin, une réunion rassemblant des fonctionnaires et des hauts dignitaires de l'Etat nazi autour de Reinhard Heydrich pour décider de la solution finale. Les propos tenus au cours de cette réunion sont parfaitement connus grâce aux notes prises par la secrétaire chargée du compte-rendu et ont permis la réalisation d'un film germano-autrichien intitulé « La conférence de Wannsee » remarquable à plus d'un titre.

D'un point de vue historique d'abord, il montre clairement l'objectif de la réunion: pour les SS, il s'agissait de « mouiller » l'ensemble de l'appareil d'Etat (police, armée, parti, ministères) dans la décision d'exterminer les Juifs. Il s'agissait également, par une radicalisation du régime nazi, de rendre impossible tout compromis avec les Anglo-saxons au moment où les Etats-Unis entraient en guerre et où des difficultés surgissaient sur le front russe. De plus, les SS voyaient leur autorité reconnue dans le processus d'extermination.

Ce qui apparaît absolument épouvantable, c'est que les objections faites à la solution finale tenaient plus à des points techniques (les problèmes de transport, les procédures administratives) qu'à des obstacles moraux. En définitive, seuls le ministère de l'Intérieur, farouchement opposé à l'assimilation aux Juifs des « métis » issus de mariages mixtes, et un dignitaire du Parti, scrupuleux des procédures administratives, oseront tenir tête à Heydrich. Tout honneur n'est pas perdu, car le film rappelle également



l'agacement des nazis devant les résistances des Italiens et des Danois à l'antisémitisme du IIIème Reich.

D'un point de vue politique est-il utile de signaler la flagrante actualité du sujet, tant chez nous qu'en Autriche (une partie du film évoque les massacres perpétrés en Yougoslavie).

Enfin, ce qui ne gâte rien, d'un point de vue purement cinématographique, « La conférence de Wannsee » est très bien réalisé (malgré l'unité de temps, de lieu et d'action, on ne s'ennuie pas) et, surtout, très bien joué. La courtoisie et la conscience professionnelle d'Eichmann et d'Heydrich font froid dans le dos et nous rappellent, hélas, que l'horreur est humaine.

Christian MORY

Ce film germano-autrichien, de Heimz Schirk, se joue actuellement au 3 Luxembourg (Paris 6^e) et au 3 Balzac (Paris 8^e) en version originale.

Droites

Paris by right

Après tant d'autre ghettos de la capitale, l'extrême droite parisienne se dote d'un guide pratique. Agréable à lire, mais aussi très instructif.

Par ordre alphabétique, de « Ambassades » à « Vieux papiers », en passant par « Cimetières », « Locaux politiques », « Restaurants » et (surtout) « Bars », on y apprend un certain nombre d'habitudes d'un milieu que les auteurs veulent considérer comme suffisamment homogène pour justifier ce répertoire. Ce n'est pas le lieu ici de dissenter sur la valeur de cette vision unitaire d'un monde très divisé, vision que partagent quelques feuilles de dénonciations systématiques à l'extrême-gauche.

Ces dernières auraient d'ailleurs tout intérêt à s'alimenter au travail de Philippe Vilgier et Francis Bergeron, pour éviter les grossières inexactitudes dont elles se rendent parfois coupables. Non pas que les auteurs soient exempts d'une complaisance attendrie pour la droite de leurs amours: la description assez fine des rapports entre l'homme de droite et son animal favori - qui n'est pas le berger allemand contrairement à l'idée reçue - mais le chat, beau, indépendant, propre, etc., tout le portrait de son maître ! Mais parce que la qualité prin-

cipale de ce petit livre étant un humour très noir, de vraies faiblesses de l'extrême-droite y sont dévoilées.

L'autodérision va très loin: ranger dans les ambassades chères au cœur de l'homme de droite, à côté de celles du Chili, du Paraguay, de la Turquie - d'ailleurs avec des réserves sinistrement drôles - celle de Pologne (!) est plus profond qu'on ne pourrait croire. D'autres traits assez cruels révèlent à notre sens le défaut principal de la cuirasse des défenseurs de l'Ordre et de la Tradition - il s'agit aussi des auteurs du guide eux-mêmes en tant qu'ils se voudraient hommes de droite exemplaires. Comment ne pas voir, sous la carapace d'humour désabusé, sous les dehors séduisants de la culture et de l'élégance stylistique, un nihilisme secret ?

Frédéric AIMARD

F. Bergeron et Philippe Vilgier, *Guide de l'Homme de Droite à Paris*, Ed. du Trident 1987, 196 p., prix franco: 59 F.

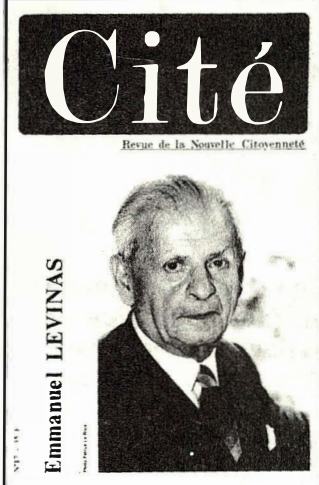
■ Ce qui nous vaut l'honneur, peut-être douteux, de voir les locaux de la NAR figurer dans ce guide, surtout pour l'excellent rapport qualité/prix de nos figurines de plomb peintes à la main par Maître Cornu...

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR-NAR



Le N°17 - décembre 1987 - de la revue «Cité» (72 pages) est consacré à un dossier Emmanuel Lévinas :

- Une pensée autre, une pensée de l'autre (Pierre ZALIO)
- Entretien avec Emmanuel Lévinas
- Emmanuel Lévinas et la question du politique (Joël DOUTRELEAU et Pierre ZALIO)
- Le discours lancinant d'Emmanuel Lévinas (Xavier TILLIETTE)
- Eloge de l'Etranger (Joël DOUTRELEAU)
- Un discours d'E. Lévinas sur Gabriel Marcel

Dans ce n° 17 on pourra lire de plus les articles suivants :

- Judaïsme et psychanalyse (compte-rendu d'une conférence d'Armand Abécassis)
- La France vue - et détestée - par les Allemands (Luc de Goustine)
- Revue des revues : «Paysages»
- Théâtre : «Personnages royaux aux Festival d'Avignon» (François BOURGUIGNON)
- Du gouvernement royal selon saint Thomas (Bernard BOURDIN)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom

Adresse

☐ s'abonne pour 4 n° (125 F)

☐ commande le n° 17 (35 F)

Versements à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

Pas de réunion les 23 et 30 décembre. Reprise le mercredi 6 Janvier.

CONGRES

Précisons à nos adhérents que les dates du Congrès sont les 23 et 24 janvier. La dernière «Lettre aux adhérents» comportait en effet une date erronée.

EXPOSITION

A l'occasion du millénaire, une exposition se propose d'honorer tous les rois de France de Hugues Capet à Louis Philippe et de mettre en relief la relation privilégiée qu'au cours de l'histoire ils ont entretenue avec Paris.

Du 14 janvier au 25 février, Salle Saint Jean de l'Hôtel de Ville de Paris.

SARTHE

Bertrand Renouvin, directeur de Royaliste et Nicolas Lucas, délégué régional, seront au Mans le vendredi 15 janvier. Au programme: rencontre avec les étudiants, avec la presse, et en soirée conférence-débat à 20 h 30 au Palais des Congrès, sur le thème: «Une monarchie constitutionnelle: pourquoi, comment?».

Pour assurer le succès de cette journée royaliste dans la Sarthe, des cartons d'invitation seront disponibles dès le 21 décembre. Demandez-nous en pour les distribuer autour de vous. Pour tous renseignements complémentaires, téléphonez au 43.84.13.37.

MAYENNE

Un groupe est en voie de constitution en Mayenne. Une réunion d'information est prévue au mois de janvier qui sera animée par Nicolas Lucas, délégué régional. Informations au 41.48.95.03 ou en écrivant à N. Lucas BP 2141 - 49021 Angers cedex.



Noël dernière minute

Retardataires, têtes-en-l'air, la NAR vous sauve la vie ! Le service librairie sera ouvert tous les jours - 10 h à 12 h 30 et 14 h à 19 h y compris le samedi 24 décembre et le samedi 31 décembre.

Vous pourrez y acheter de très beaux albums illustrés («Les rois de France» de G. Duchet-Suchaux, à 190 F - «L'année princière 1987» d'Arnaud Chaffanjon, à 198 F - «L'Etat royal, 1460-1610» d'A. Leroy-Ladurie et le «Moyen-Age» de G. Duby, à 290 F chaque, «Les dynasties d'Europe» à 260 F, etc.), des livres neufs et d'occasion (nombreux livres d'histoire, des essais, quelques bandes dessinées et livres pour adolescents....)

Vous trouverez les derniers exemplaires à Paris du coffret de la médaille officielle du millénaire (médaille en bronze argenté + denier d'argent: 900 F), médaille de bronze seule (230 F) ou denier d'argent (285 F).

Des objets fleurdelisés: cendrier (115 F), ouvre-bouteille (79 F), cuiller (65 F), cravates en soie bleue, bordeaux ou noire (220 F), porte-clefs, colifichets, des photos des Princes, etc.

Surtout nous présentons un choix de figurines de plomb peintes à la main par Maître Cornu (héros de la Vendée, couples royaux, sujets divers) au meilleur rapport qualité prix (de 190 F à 600 F).

Paquet cadeau sur demande.

Renseignements par téléphone: 42.97.42.57.

Toute l'année nous assurons un service de vente par correspondance des livres dont nous parlons dans nos colonnes et de livres diffusés en exclusivité ou édités par nous. Un catalogue peut vous être envoyé sur simple demande.

Nouvelle Action Royaliste
17, rue des Petits-Champs
1er arrondissement
(3ème étage au-dessus entresol)
- Métro Palais-Royal ou Bourse -

Le numéro 14 du bulletin des Amis de la Maison de France vient de paraître

Adhérez aux «Amis de la Maison de France»

Cotisation annuelle: 100 F

B.P. 314

75365 Paris cedex 08



Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance: Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Tradition et révolution



Parler le plus possible de la France. Le conseil que le Premier ministre a donné aux militants de son parti mérite d'être approuvé. Bien sûr, il serait facile de situer cette exhortation dans un moment tactique de la pré-campagne présidentielle, ou d'y voir un effet de ce « travail d'image » tant prisé par les hommes politiques. Après une intense agitation aux visées électoralistes, après les « affaires » discréditant le Parti socialiste, le futur candidat avait tout intérêt à reprendre de la hauteur, et à inviter ses militants à le suivre dans son élan.

GAULLISME

Mais, chez Jacques Chirac, les élans ne sont pas toujours calculés, et chacun sait que cet homme aléatoire est capable de cris du cœur. Aussi peut-on tenir pour authentique ce souci de la France, qui nous donne le regret d'un Chirac pleinement héritier de la tradition gaullienne, et non de manière épisodique. Le débat politique de ces dernières années s'en serait trouvé bouleversé, comme le système des alliances partisanes, et cette cohabitation soupçonneuse aurait pris une tout autre dimension... Mais la tradition gaullienne, à l'image de la capétienne, a toujours été cause de révolutions. Pour la continuer, pour l'accomplir, il aurait fallu que Jacques Chirac prenne le temps de la réflexion, s'expose au risque de l'incompréhension et de la solitude, invente d'autres formes de présence dans la vie politique et, surtout, réaffirme en toute liberté le projet de la France dans le monde et mette en œuvre la participation. On sait que le chef du RPR a préféré la sécurité d'un appareil politique, l'appui des groupes d'intérêts, les facilités démagogiques, en d'autres termes le chemin bien balisé vers le sommet de l'Etat - qu'il n'atteindra probablement pas.

Retenons le conseil de Jacques Chirac, plutôt que de suivre son exemple décevant. Mais à qui s'adresser, pour parler de la France ? Les familiers

de ce journal connaissent nos interlocuteurs attitrés, que nous ne choisissons pas selon la couleur de leur étiquette. En cette fin d'année du Millénaire, qui fut aussi celle du débat sur la nationalité, il y a lieu de privilégier le dialogue avec les nouveaux venus dans notre pays, souvent accusés d'être irrémédiablement étrangers à la France à cause de signes distinctifs qu'on trouverait dans leur mentalité ou sur leur visage.

Ceux qui prononcent ces exclusions sommaires devraient assister, au moins une fois, à une réunion de jeunes Français issus de l'immigration. Ils y découvriraient qu'il n'y est question que de la France (1). On aimerait, chez tous les Français de « vieille souche », une relation aussi passionnément réfléchie à notre nation, à la société qu'elle forme, à son histoire, à ses institutions. Cette volonté d'intégration de la deuxième génération honore notre pays, et nul ne saurait lui dénier le droit de participer à la vie démocratique comme électeurs et comme élus.

Entre un mouvement aussi exemplaire que « France Plus » et nous, il y a cependant matière à débat, non sur les finalités, ni sur les modalités, mais sur les références. Qu'on ne se méprenne pas. L'adhésion aux principes de 1789 est légitime et l'invocation à la République ne peut nous choquer puisque ce mot est aujourd'hui synonyme d'Etat de droit. Sans esprit de propagande, sans dogmatisme aucun, nous plaçons simplement pour une réflexion sur toute l'histoire de France, pour la référence à l'ensemble de sa tradition. La Révolution de 1789 s'y inscrit à sa manière en laïcisant les valeurs chrétiennes, et la rupture républicaine apparaît aujourd'hui moins radicale dans les faits que dans son expression violente. Lors de notre « Carrefour » sur les institutions de la 5ème République, Blandine Barret-Kriegel a très clairement mis en évidence les éléments de continuité dans notre tradition politique. S'il est vrai que la République récuse la référence du pouvoir à des principes qui le transcendent, elle a retenu de la tra-

dition monarchique les fondements mêmes de notre droit politique, en confirmant que le pouvoir doit reposer sur une constitution et en proclamant des droits individuels depuis longtemps reconnus et garantis - notamment le droit à la sûreté (2).

LA REVOLUTION DE 89

Arrachée aux querelles entre les idéologues de la Monarchie et de la République, retrouvée dans son intégralité, l'histoire de notre droit, qui est aussi celle de ses carences, nous permet une réflexion très actuelle sur les conditions de la justice, mal assurée, et de la liberté, insuffisamment garantie. Les évolutions et les révolutions, dans notre société et dans notre droit, n'auront chance de se réaliser positivement que dans la mesure où il y aura remise en perspective de l'histoire de notre nation, du mouvement démocratique et de l'Etat. La célébration du Millénaire de la France, et nombre de travaux scientifiques, ont fait apparaître cette possibilité. Il serait désastreux que le bicentenaire de 1789 soit le prétexte de manifestations agressives, entre les « amis » et les « ennemis » de la Révolution française. Un mouvement « anti-89 » serait aussi absurde que la célébration de l'événement comme commencement absolu. On ne peut parler de la France si une part de son histoire est rejetée, si telle ou telle de ses familles spirituelles et politiques en est exclue. Sans nier les ruptures, sans effacer les tragédies, il faut, maintenant qu'elles sont accomplies, rechercher les constantes de notre projet, de l'an mil à nos jours, retenir ce qu'elles ont de fécond, transformer ce qui doit l'être. Cela ne se fera pas sans débat, mais, du moins, qu'on s'entende sur ses termes au lieu de se réfugier dans des mythes qui obscurcissent le passé et compromettent notre avenir commun.

Bertrand RENOUVIN

(1) voir page 2

(2) cf. Les Chemins de l'Etat (Calmann-Lévy, 1986)